

Thierry Chenu

“Oui, notre ville a été injustement stigmatisée”

Quelques semaines après les événements survenus à la Villeneuve, Michel Destot revient sur la nature de ces violences et la façon dont elles ont été médiatisées, voire instrumentalisées.

“La Villeneuve n’a rien d’un quartier déserté par les initiatives citoyennes et les politiques publiques”, **souligne le député-maire de Grenoble.** ***“En matière de sécurité publique, l’Etat et les collectivités locales doivent continuer à travailler ensemble”,*** **ajoute Michel Destot.** ***“Chacun doit prendre ses responsabilités”.***



Thierry Chenu

Grenoble a fait cet été la “une” de l’actualité nationale. Comment avez-vous vécu cette période?

Comme l’ensemble des Grenoblois, c’est à dire assez mal. Grenoble a été meurtrie. Dans ces circonstances, le rôle du maire, c’est de défendre sa ville et ses habitants. C’est refuser les raccourcis et les manipulations. C’est aussi expliquer et rassurer. C’est enfin s’interroger sur ce qui a pu ne pas marcher et rechercher des solutions pour éviter de rencontrer à nouveau les mêmes difficultés.

S’agissant des questions de tranquillité et de sécurité, cela faisait quelques semaines déjà que nous étions confrontés, dans notre agglomération, à des faits divers violents alors même que les statistiques de la délinquance dans notre ville sont en diminution depuis plusieurs mois.

Face à cette situation, j’étais intervenu à six reprises auprès des ministres de l’Intérieur pour demander que les effectifs de la molice nationale soient renforcés. Avant les événements de la Villeneuve, j’avais également écrit au Premier Ministre pour solliciter la tenue d’un Grenelle de la sécurité urbaine pour lutter plus efficacement contre les nouvelles formes de délinquance violente, qui touchent notre pays sur fond de trafic de drogue et parfois d’armes.

Malheureusement, cet été, les événements de la Villeneuve mais aussi dans de nombreuses autres villes de France sont venus confirmer que ma demande était légitime.

Comment expliquez-vous ces événements de la Villeneuve ?

Il faut d’abord être clair sur la nature de ces événements. Il ne s’est pas agi d’émeutes urbaines au sens d’un affrontement de toute la population d’un quartier ou d’une ville contre les institutions. De même, souvenez-vous : en novembre 2005, lorsque des émeutes avaient éclaté dans notre pays, cela avait duré plusieurs semaines et le Gouvernement de l’époque avait même décrété l’application du couvre feu. Il ne s’était alors rien passé à Grenoble, nous n’avions pas été touchés par cette vague de violence et de rejet des institutions.

“Il faut d’abord être clair sur la nature de ces événements. Il ne s’est pas agi d’émeutes urbaines.”

Les problèmes que nous avons rencontrés cet été se sont déroulés à la suite du braquage du casino d’Uriage, ont duré deux, voire trois nuits. Ils n’ont concerné qu’une partie du quartier de l’Arlequin et non pas l’ensemble de la Villeneuve et évidemment pas toute la population. Il n’y a pas eu non plus de violences contre les forces de l’ordre dans d’autres quartiers de Grenoble.

Pour autant, les violences commises, je ne les minimise pas. Je les condamne avec la plus grande fermeté. Je n’accepte pas que certains aient pris prétexte du décès d’un homme, qui avait en outre tiré sur les forces de l’ordre, pour commettre des dégradations, des agressions et des actes criminels.

C’est donc cette mort qui a entraîné les violences puis les défilés ministériels et médiatiques qui ont donné une image de ce quartier et de notre ville qui n’est pas conforme à la réalité.

Cela ne veut pas dire pour autant qu’il n’y a pas de problèmes de tranquillité et de sécurité publique dans notre ville.

Vous avez même dit que la ville était stigmatisée et le quartier pris en otage ?

Oui et je le maintiens. Contrairement à l’image véhiculée par certains médias nationaux, ce n’est pas un quartier qui s’est soulevé. Il ne s’agit, selon les propres chiffres de la Police, que des agissements de 30 à 50 personnes. Or, la Villeneuve, ce sont plus de 12 000 habitants dont l’immense majorité n’a rien à voir avec ces faits, qu’ils condamnent et qu’ils subissent. Ce sont aussi des centaines d’associations qui font au quotidien un travail formidable. Ce sont plusieurs centaines d’agents de la Ville, du CCAS ou de l’Education nationale qui, chaque jour, agissent pour l’emploi, l’entretien du quartier, l’éducation, l’aide sociale et dont je veux saluer la mobilisation et le sens du service public… La Villeneuve est vraiment très loin de l’image d’un quartier déserté par les initiatives citoyennes ou par les pouvoirs publics que certains ont voulu imposer.

Et d’ailleurs, les Grenoblois ne se sont pas laissés prendre par ces raccourcis. J’en veux pour preuve les très nombreux de messages de solidarité, de soutien et même d’amitié qui m’ont été témoignés ces dernières semaines. Que tous ceux qui ont ainsi manifesté leur attachement à notre ville en soient remerciés.

Oui, Grenoble a été stigmatisée. Rien ne justifiait que ces événements soient à ce point instrumentalisés. Rien ne peut justifier que les Grenoblois aient été à ce point heurtés par l’image renvoyée de notre ville.

Vous voulez dire que ces difficultés ne sont pas spécifiques à notre ville ?

Mais il suffit de regarder la télévision, Internet ou de lire les journaux ! Il n’y a pas une journée sans que l’on parle dans la presse nationale de policiers agressés ou pris dans des guets-apens, de personnes agressées, de vols avec violence, de règlements de compte. Et cela se passe à Avignon, Marseille, Perpignan autant qu’à Lyon, Paris ou Toulouse. Et d’ailleurs les Français ne s’y trompent pas. Ils considèrent aujourd’hui à 59 % que la délinquance augmente. Ils sont 69 % à juger que l’action de Nicolas Sarkozy a été inefficace dans la lutte contre les violences aux personnes. Cela monte même à 78 % de jugements négatifs s’agissant de la lutte contre les violences urbaines.

Les Français ne sont pas dupes de la responsabilité du Gouvernement dans les difficultés que notre pays vit actuellement en terme de délinquance et le Président de la République a assez dit et répété que ces questions étaient pour lui prioritaires pour que sa responsabilité dans l’échec actuel ne soit pas discutée.

“Dans notre ville en 2002, il y avait 120 policiers nationaux de plus qu’aujourd’hui.”

Certes mais en 2002, les Français condamnaient aussi la police de proximité non ?

Peut-être. Il faut dire que la police de proximité a été caricaturée. Les policiers ne passaient pas leurs journées à jouer au foot… Mais il ne faut pas s’arrêter aux discours ou aux promesses. Il suffit de comparer les moyens affectés à la police. Dans notre ville, en 2002, il y avait 120 policiers nationaux de plus qu’aujourd’hui. Il y avait, à la Villeneuve, un commissariat au cœur du quartier doté de 35 agents. Il y avait aussi des commissariats dans les quartiers Berriat, Jouhaux et Libération. Ce que je constate aujourd’hui, c’est que ces commissariats, qui étaient utiles pour nos concitoyens ont été fermés les uns après les autres.

Et cela, les premiers à le dire et à le regretter, ce sont les policiers nationaux ! Toutes les déclarations des syndicats de police vont dans ce sens. J’ai même lu dans la presse locale la déclaration d’un syndicaliste qui indiquait qu’ici, à Grenoble, la police était en état de faillite faute de moyens matériels et humains suffisants. Et je veux donc tirer un coup de chapeau aux agents de la Police nationale qui font leur travail dans des conditions difficiles. Il est d’ailleurs très inquiétant de constater aujourd’hui que la relation de confiance entre nos concitoyens et la police s’est fortement détériorée.

Comment expliquez-vous ce fossé qui s’est creusé entre les policiers et la population ?

Il y a d’abord le fait que, faute de moyens, la police nationale ne répond plus à toutes les interpellations qui lui sont adressées, que certains appels au 17 ne trouvent pas les réponses que nos concitoyens attendent. Il y a des situations qui se dégradent, en termes de regroupements dans les halls d’immeubles, de nuisances sonores, d’insultes, de menaces et bien sûr de trafic, notamment de drogue. Et comme le gouvernement aujourd’hui continue à supprimer des moyens – plus de 11 000 postes de policiers et de gendarmes en moins lors des trois dernières années – il en vient à ne plus gérer les problèmes quotidiens mais à gérer des crises. Et du coup, l’image du policier évolue : du gardien de la paix que l’on croise régulièrement sur le terrain et qu’on finit par connaître, on passe aux CRS, aux membres du GIPN ou du RAID qui sont des unités d’élite, avec un équipement tout de même très impressionnant. Et chacun sait qu’ils ne resteront là que quelques jours, quelques semaines tout ou plus et que leur présence ne


Thierry Cheneu

règle rien dans la durée. À bien y réfléchir, depuis 2002, les Gouvernements ont à la fois sacrifié les politiques de prévention et terriblement affaibli les politiques de répression. Tout cela est inacceptable, car inefficace.

Quelles sont alors selon vous les moyens à mettre en œuvre, les démarches à engager pour répondre à ces difficultés ?

Il faut agir sur tous les tableaux. Sur la sécurité, première des libertés mais aussi sur les questions d'éducation, de formation, d'accès à l'emploi, d'insertion professionnelle, de logement, d'entretien du cadre de vie, d'urbanisme… Mais si la sécurité n'est pas assurée, comment mener efficacement nos politiques éducatives, économiques ou sociales ?

Le Président de la République a annoncé que des policiers nationaux supplémentaires seraient bientôt mutés à Grenoble…

C'est une bonne nouvelle parce que nous ne pouvons pas renoncer à ce que l'Etat assume ses responsabilités et à ce qu'il donne aux policiers nationaux les moyens de construire à nouveau une relation de proximité et de confiance avec la population. Chacun, dans notre pays, a le même droit d'être protégé, qu'il habite à la campagne ou la ville, dans une ville riche ou dans une ville pauvre. Il en va de même pour la Justice qui doit être la même partout et pour tous.
J'aurais évidemment préféré que le Gouvernement n'attende pas la pression des événements et reconnaisse plus tôt que des moyens supplémentaires étaient nécessaires. Je veillerai bien entendu à ce que cette promesse, qui ne compense d'ailleurs pas les postes perdus depuis 2002, soit tenue.
J'entends aussi que l'arrivée de ces policiers supplémentaires permette d'améliorer la mobilisation des polices, nationale et municipale, dans notre ville.
Les collectivités, elles aussi, doivent en effet répondre présentes. Depuis plusieurs années, les questions de tranquillité et de sécurité sont pour l'équipe municipale une véritable priorité. Nous devons à présent aller plus loin et progresser encore dans la communication systématique au Préfet, à la Police ou à la Justice des problèmes dont les Grenoblois sont victimes et des plaintes dont ils nous font part. Plus loin aussi dans la complémentarité entre police nationale et police municipale

"Les caméras ne remplaceront jamais la présence humaine et la priorité des priorités est bien d'intervenir en amont des difficultés."

La mise en place, depuis le début du mois de septembre, d'une équipe de soirée de la police municipale s'inscrit dans ce cadre ?

Depuis 1995, nous avons déjà augmenté les effectifs de la police municipale de 45 %. Nous faisons évoluer les missions aussi. Sous l'impulsion de Jérôme Safar, premier adjoint en charge de la sécurité, une équipe de soirée a récemment été constituée. D'abord affectés sur les secteurs 1 et 2 de la ville, ces policiers municipaux nouvellement recrutés ont tous une solide expérience professionnelle et ont été formés aux problématiques des nuisances nocturnes en milieu urbain qui sont au cœur de leur mission de prévention.

Et s'agissant de la vidéo surveillance ?

C'est un sujet qu'il faut traiter de façon pragmatique. Là où la vidéo surveillance est utile, il ne faut pas hésiter à la développer. C'est le cas, depuis de longues années, dans les transports en commun : le réseau de la Sémitag a été le premier en France à être entièrement vidéo surveillé. Tous les bus et les trams sont aujourd'hui équipés de caméras.
S'agissant de la vidéo surveillance de l'espace public, les avis des experts sont plus partagés sur l'efficacité réelle en terme de prévention de la délinquance. Nous avons donc décidé de réaliser des tests sur trois sites, le Jardin de Ville, le square Lafleur à la Capuche et le Village Olympique.
Mais une chose est certaine, les caméras ne remplaceront jamais la présence humaine et la priorité des priorités est bien d'intervenir en amont des difficultés.

Cette présence humaine que vous évoquez ne suppose-t-elle pas aussi le renforcement des moyens de médiation ?

C'est en effet une piste que nous devons creuser, notamment en fin d'après-midi, en soirée, voire la nuit quand les équipements publics sont fermés. C'est à ces moments-là qu'il est important d'être présent pour éviter de laisser des situations de tension se développer. C'est aussi lors de ces moments-là que des contacts peuvent être noués pour commencer à construire des projets, qu'ils soient collectifs ou individuels, qu'il s'agisse d'insertion professionnelle, de reprise de projets de formation ou plus simplement de projets d'animation, d'ouverture au monde ou d'accès à des pratiques culturelles ou sportives. Bref, pour accompagner les jeunes sur la voie de l'autonomie et de la responsabilité. Il est déterminant à cet égard de ne pas construire la relation à la jeunesse sous le seul angle "sécuritaire".


Jacques-Marie Francillon

C'est cela "agir sur tous les tableaux" ?

Bien évidemment. Qui peut croire sérieusement que les seules réponses soient répressives ou même préventives ? Il ne saurait être question de sacrifier le droit à l'avenir de qui que ce soit. Et il faut agir dès le plus jeune âge pour assurer ce droit et lutter contre toutes les formes de discrimination. C'est ce que nous faisons avec des dispositifs comme "Parler Bambin" qui permet de faciliter les acquisitions de langage des jeunes enfants ou avec les structures passerelles qui préparent à l'entrée à l'école. Ce sont aussi les projets éducatifs locaux comme celui développé autour du cinéma à l'école Grand Châtelet ou l'implantation de la "Main à la Pâte" à la Villeneuve. Ce sont également des démarches de soutien à la parentalité ou de rencontres et d'échanges intergénérationnels.
Evidemment, plus tard, les questions liées à l'emploi sont elles aussi déterminantes. Ce n'est pas par hasard que la Ville a accueilli cet été près de 200 jeunes Grenoblois en emploi d'été ou en chantiers d'insertion ou que de nombreuses initiatives de rapprochement des entreprises et des demandeurs d'emploi sont mises en œuvre. Nous devons aussi mobiliser le dispositif du service civique nouvellement créé et nous ferons prochainement des annonces en la matière.

Vous restez donc optimiste et confiant pour l'avenir de notre ville ?

Évidemment ! Grenoble dispose d'atouts formidables. D'abord ses habitants qui savent se rassembler, qui sont dignes de la belle histoire de notre ville et de ses valeurs de résistance. Mais aussi la richesse de notre tissu culturel ou notre capacité collective d'innovation qui s'exprime sur tous les plans, sociaux, sociétaux, éducatifs, technologiques…
N'oublions pas non plus les réussites qui sont les nôtres : la reconnaissance de l'excellence de nos universités ou de notre CHU, les encouragements reçus pour nos politiques de développement durable, la réputation des laboratoires de recherche, le périmètre très large de nos politiques sociales…
Tout cela, nous devons le conforter et faire en sorte que notre développement concerne l'ensemble des Grenoblois. Trop souvent décriée, la Politique de la Ville est à cet égard indispensable. Sur le plan urbain pour transformer et embellir le cadre de vie comme c'est déjà le cas à Teisseire ou à Mistral. Sur le plan social aussi pour permettre, là où cela est nécessaire, la mobilisation de moyens plus importants et assurer une réelle égalité des chances, notamment sur le plan éducatif et de l'accès à l'emploi.

"Grenoble dispose d'atouts formidables. D'abord ses habitants qui savent se rassembler, qui sont dignes de la belle histoire de notre ville et de ses valeurs de résistance."


Thierry Cheneu

Vous parlez souvent de vivre et agir ensemble. Après les événements de cet été, quel sens donnez-vous à ces mots ?

Je l'ai dit, une ville ce sont d'abord des habitants. Ce qui s'est passé cet été et la présentation qui a été faite de notre ville et de nos quartiers ne peut laisser personne indifférent. L'équipe municipale est déterminée à amplifier encore ses efforts, à améliorer encore les politiques publiques municipales, à associer davantage les Grenoblois à la conduite des affaires de la cité.
Nous avons aussi la chance à Grenoble de pouvoir compter sur des centaines d'associations, prêtes à intervenir dans tous les domaines pour renforcer le lien social et participer à la qualité de la vie quotidienne, à imaginer aussi un avenir collectif qui ne soit pas fondé que sur le culte de l'argent facile, sans cesse relayé dans les médias. À chaque citoyen aussi d'être acteur de la vie de son quartier, de participer au développement de Grenoble, d'assumer une part de la responsabilité de l'avenir de notre ville. Fort de ces atouts, je ne doute que nous saurons ensemble rebondir positivement. ■